L'Italie et la Guerre des Six jours : enjeux et débats

Stéphane Mourlane

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/925>

DOI : 10.4000/cdlm.925

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2005

Pagination : 1-14

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Stéphane Mourlane, « L'Italie et la Guerre des Six jours : enjeux et débats », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 71 | 2005, mis en ligne le 13 mai 2006, consulté le 07 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/925> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.925>

Ce document a été généré automatiquement le 7 septembre 2020.

© Tous droits réservés

L'Italie et la Guerre des Six jours : enjeux et débats

Stéphane Mourlane

- 1 La géopolitique de la Méditerranée est marquée depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale par les tensions, les crises et parfois les affrontements entre Arabes et Israéliens. Parmi ces affrontements, le troisième, la guerre des Six jours de juin 1967, constitue un conflit majeur. L'importance et, en un sens, la spécificité de cette guerre relève moins de ses enjeux directs de territorialité, déjà au centre des conflits précédents, que de sa résonance sur la scène internationale. En effet, on assiste à cette occasion non seulement à une forte mobilisation diplomatique de la part des principales puissances, en particulier de celles qui considèrent détenir des intérêts particuliers dans la région, mais aussi à une forte mobilisation des opinions publiques à l'échelle mondiale¹.
- 2 De fait, l'Italie et les Italiens manifestent une grande préoccupation à l'égard de ce conflit. Cet intérêt répond à la vocation méditerranéenne traditionnellement affichée par l'Italie et réaffirmée sans ambages depuis sa réinsertion sur la scène internationale à la suite de la chute du régime fasciste et de la signature des traités de paix. Depuis le milieu des années 1950, l'Italie développe ainsi une politique méditerranéenne qualifiée fréquemment de «*pont entre l'Orient et l'Occident*». Cette politique n'est pas dénuée d'ambiguïté puisque, d'une part, elle prétend servir les intérêts de l'Alliance atlantique et que, d'autre part, elle revendique une certaine autonomie d'action, notamment afin de se démarquer du camp impérialiste stigmatisé par les nations arabes². Dans le même temps, l'Italie développe avec prudence ses rapports avec Israël à «*l'ombre des Arabes*»³.
- 3 Dans ces conditions, la guerre des Six jours revêt, du point de vue italien, une tonalité particulière en ce sens qu'elle met en cause une diplomatie fondée sur un équilibre fragile et aux moyens, somme toute, limités. L'événement joue ici le rôle de révélateur des multiples contraintes, d'ordre extérieur mais aussi intérieur, qui pèsent sur la détermination de la politique arabo-méditerranéenne de l'Italie.

La ligne officielle

- 4 La position officielle du gouvernement italien dirigé par Aldo Moro est marquée par une volonté d'apaisement lorsque la crise se déclenche, au mois de mai 1967, avec les manœuvres d'intimidation entre Israéliens et Egyptiens le long de la ligne de démarcation instaurée lors du précédent conflit. La décision des Egyptiens d'interdire, le 22 mai, l'entrée dans le golfe d'Akaba constitue un premier tournant car les principales puissances sont amenées à se prononcer. Ainsi, l'URSS prend le parti de Nasser et accuse Israël d'avoir préparé des opérations contre la Syrie⁴ tandis que les Etats-Unis soutiennent Israël et regrettent les incursions arabes en territoire israélien⁵. De son côté, le ministre italien des Affaires étrangères, Amintore Fanfani, explique, le 31 mai, à la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des députés que « *L'Italie a développé une action tendant à désamorcer les éléments explosifs de la situation* »⁶.
- 5 Une fois les opérations militaires déclenchées, le 5 juin, Fanfani propose une synthèse de la position italienne devant la chambre des députés : « *Respect de la vie, de l'autonomie, de la liberté des États existant, y compris Israël, amitié pour tous, volonté de coopérer au développement du Moyen-Orient* »⁷. Toutes les déclarations de Fanfani au cours de la crise, quelles qu'en soient les phases, de la tension à la guerre (entre le 5 et 10 juin) ou encore dans la recherche d'une paix durable, relèvent des mêmes arguments : confiance dans l'ONU et refus de prendre position en faveur de l'une ou l'autre partie. Ces deux aspects méritent d'être examinés attentivement afin d'en dégager les ressorts.
- Confiance dans l'ONU
- 6 Les appels répétés afin que l'ONU serve de cadre exclusif au règlement de la crise traduisent le souci du gouvernement italien d'éviter la mise en place de structures *ad hoc* restreintes aux grandes puissances et sur lesquelles il n'aurait que peu de prise. Certes, le recours à l'ONU n'offre guère plus de garanties quant à l'influence italienne, mais il présente l'avantage de diluer les responsabilités et de ne pas apparaître ainsi en retrait. Cette attitude est conforme à la ligne suivie par la diplomatie italienne depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale qui, en toute occasion, tant sur le plan européen qu'atlantique, marque son attachement à un multilatéralisme élargi permettant l'établissement de rapports de force favorables aux petites et moyennes puissances.
- 7 L'opposition aux réunions restreintes est d'autant plus affirmée que l'initiative provient de puissances dont on conteste la prééminence. Ainsi, la proposition du général de Gaulle d'une intervention des quatre puissances est rejetée, tout comme la « *déclaration des puissances maritimes* » proposée par les Britanniques afin de régler la question de la libre navigation à destination du golfe d'Akaba⁸. Il s'agit aussi d'éviter un face à face des deux grandes puissances, l'URSS et les Etats-Unis, que la rencontre du 19 juin entre Kossygine et Johnson laisse présager et que l'on considère, à Rome, comme dangereux pour l'équilibre de la Guerre froide. La revue *Esteri*, traditionnellement considérée comme le porte-parole de la Farnesina, estime que :
- « la crise du Moyen-Orient doit être considérée non comme le chapitre final de la confrontation entre l'Est et l'Ouest mais comme le premier chapitre d'une révision des rapports en termes de conciliation et non de conflits »⁹.
- 8 Les débats qui s'ouvrent aux Nations unies au mois de juin démontrent cependant que les espoirs placés par l'Italie dans cette institution sont vains. L'ONU n'est, en effet, qu'une caisse de résonance aux divergences entre Moscou et Washington dont les positions sont renforcées par l'écrasante victoire sur le terrain des Israéliens sur le camp arabe. Les débats portés devant l'Assemblée générale se cristallisent sur la mise

en accusation de l'un ou l'autre des belligérants. L'Italie n'entend pas souscrire à cette logique.

- 9 Lors de la réunion du Conseil des ministres qui précède le départ de la délégation italienne pour New York, Fanfani évoque la nécessité d'inscrire à l'ordre du jour un alinéa destiné à étudier les conditions pour parvenir à une solution du conflit¹⁰. Aldo Moro, qui prend la tête de la délégation italienne à l'Assemblée générale, réaffirme ce point de vue juste avant de s'envoler pour New York :

« Il convient d'après nous plutôt que de prononcer des condamnations, de procéder à un examen soigneux de la situation actuelle du Moyen-Orient, afin de déceler les causes profondes du conflit et d'affronter les problèmes dans un esprit créateur et constructif »¹¹.

Aussi, les Italiens s'opposent à la motion yougoslave en faveur d'un « *retrait inconditionnel* » d'Israël, mais soutiennent la motion latino-américaine de « *retrait conditionnel* »¹².

Une politique d'équidistance

- 10 La ligne officielle de l'Italie dans cette affaire revient donc à ne pas prendre parti et à adopter une « *position équidistante* »¹³. De fait, l'Italie ne peut pas suivre la ligne pro-israélienne de l'allié américain, contrairement à ce qu'Edigio Ortona, l'ambassadeur à Washington, tente de démontrer dans un premier temps à ses interlocuteurs¹⁴. Lors d'une visite à la Maison-Blanche, Moro et Fanfani indiquent que la position italienne se distingue de celle adoptée par les Américains en ce qui concerne la liaison explicite qui s'établit entre le « *problème du désengagement et du retrait des troupes israéliennes* » et la « *juste organisation territoriale de la région* »¹⁵.
- 11 La présence d'Amintore Fanfani à la tête de la Farnesina explique sans aucun doute ce non-alignement sur les positions américaines. Il faut, en effet, rappeler que Fanfani a été dans les années 1950 l'un des chefs de file du néo-atlantisme, cette doctrine visant à donner à l'Italie une plus grande autonomie à l'égard du puissant allié américain. Dans cette perspective, il a toujours considéré la Méditerranée comme un champ d'application privilégié¹⁶, comme en témoigne son activité vibronnante à l'égard des pays arabes lorsqu'il occupait la présidence du conseil en 1958 et entre 1960 et 1963. Une activité qui lui vaudra, ainsi qu'à ses amis de la gauche de la Démocratie chrétienne, l'appellation péjorative de « *démo-musulman* » décernée par les diplomates français en poste à Rome¹⁷.
- 12 À l'occasion de la guerre des Six jours, Fanfani ne veut, à l'évidence, pas prendre le risque de remettre en cause les relations de confiance qu'il estime avoir établies avec les pays arabes. Dans les semaines qui précèdent la crise, il a manifesté une nouvelle fois l'intérêt qu'il porte au Moyen-Orient en recevant à Rome le ministre des Affaires étrangères de la République arabe unie, en novembre 1966, et au travers d'un voyage qui, du 18 au 27 mars 1967, l'a mené successivement au Liban, en Irak et en Jordanie. Il s'agit donc d'éviter l'amalgame avec les Etats-Unis, rendus responsables par les pays arabes de la défaite de la coalition face à Israël. L'alignement sur les positions américaines paraît d'autant plus difficile que celles-ci sont examinées avec circonspection et parfois même avec des critiques à peine dissimulées, sur un autre théâtre d'opération de la Guerre froide : le Vietnam.
- 13 Comme il l'a toujours fait, Fanfani s'emploie plutôt à rapprocher les points de vue afin de maintenir les pays arabes dans une aire d'influence occidentale et de contrecarrer l'influence soviétique en Méditerranée et au Moyen-Orient. Au début du mois de juin, il renonce à se rendre à une réunion des ministres des Affaires étrangères de la CEE afin

de se consacrer pleinement à cette tâche. Il multiplie les initiatives : tout d'abord en direction des principaux protagonistes en lançant un appel aux autorités de Tel-Aviv et du Caire pour qu'elles renoncent à « *tout acte susceptible d'éloigner un règlement équitable et pacifique de la crise* »¹⁸. Il s'efforce aussi de mobiliser les principaux acteurs de la région par le biais de rencontres officielles avec les ambassadeurs d'Irak et d'URSS¹⁹. Cette politique de médiation trouve également un écho à Washington où Ortona affirme aux autorités américaines, sur la base d'un rapport de l'ambassadeur italien au Caire, qu'« *il serait souhaitable que Washington fasse un geste envers l'Égypte qui pourrait amener celle-ci à prendre conscience qu'il ne lui est pas nécessaire de payer à n'importe quel prix le soutien soviétique* »²⁰.

- 14 L'influence qu'exerce le Vatican sur les démocrates-chrétiens ne doit, par ailleurs, pas être négligée dans la détermination de la politique italienne dans cette affaire. Une attitude trop favorable à Israël paraît difficile au regard de la question lancinante du statut des lieux saints²¹. L'annexion par les Israéliens de la partie orientale de Jérusalem, quelques jours après le cessez-le-feu, suscite d'ailleurs à nouveau une vive préoccupation au sein de la Curie. La politique de médiation semble trouver, en revanche, un point d'appui dans l'encyclique *Populorum progresso* publiée par Paul VI, à la fin du mois de mars 1967. Ce texte est, en effet, interprété par beaucoup comme « *un manifeste en faveur d'une troisième voie, solidaire et catholique, entre capitalisme et communisme, susceptible de participer à une grande action internationale en faveur des peuples en voie de développement* »²².
- 15 La politique d'équidistance trouve, en outre, une justification dans la défense des intérêts économiques et commerciaux italiens au Moyen-Orient. La mise en valeur de ces intérêts constitue indiscutablement le résultat le plus tangible de la politique arabo-méditerranéenne menée dans les années 1950-1960. L'Italie a notamment développé de fortes positions en Égypte. La dette égyptienne s'élève à près de 150 millions de dollars ce qui, selon l'ambassade de France à Rome, « *confère au gouvernement italien le privilège de se trouver au troisième rang des créanciers de l'Égypte après l'URSS et les États-Unis* »²³. Les Italiens ont, en particulier, contribué à la mise en valeur de la haute vallée du Nil et à l'aménagement du delta. À côté de ces grands travaux, plusieurs sociétés italiennes ont directement investi en Égypte, à l'image de la Fiat qui y a installé une chaîne de montage de ses véhicules.
- 16 L'Italie est également concernée par l'exploitation des ressources pétrolifères de la région. Cette question est d'autant plus importante que les Arabes font du pétrole un moyen de pression en menaçant, dès le début du conflit, de boycotter des pays amis d'Israël et de fermer le Canal de Suez, la principale voie d'approvisionnement vers l'Europe. À Rome, le ministère de l'Industrie cherche à rassurer en indiquant que la part des importations de pétrole du Moyen-Orient est passée de 90 % à 74 % depuis 1956²⁴. Même s'il indique qu'« *aucune mesure exceptionnelle ne sera prise dans le secteur pétrolier* », il n'en reste pas moins que le conflit est examiné à l'aune d'une situation de dépendance énergétique toujours très forte. L'opposition au gouvernement ainsi que certains milieux diplomatiques, notamment du côté français²⁵, vont même jusqu'à considérer que les positions italiennes sont surtout dictées par la défense des intérêts pétroliers. Comme sur l'ensemble de la politique arabo-méditerranéenne de l'Italie, on croit déceler les pressions exercées par l'Ente nazionale degli Idrocarburi (ENI) dont les dirigeants depuis Enrico Mattei, décédé en 1962, sont proches des démocrates-chrétiens au pouvoir²⁶. Certes les positions de l'entreprise publique sont importantes et

en plein développement au Moyen-Orient²⁷, notamment en Égypte avec la signature, en 1966, d'un accord prévoyant des explorations du sous-sol du Sinaï.

- 17 La guerre modifie, de fait, la donne puisque ces territoires sont désormais sous domination de l'armée israélienne qui a d'ailleurs largement endommagé les installations pétrolifères. Le comportement israélien ainsi que la solidarité qui se manifeste à l'occasion du conflit entre les États arabes, notamment lors du sommet de Khartoum (29 août-1^{er} septembre) ou au sein des opinions publiques – une solidarité dont le bureau de l'ENI à Beyrouth ne cesse d'analyser les ressorts au travers de rapports réguliers – incitent à la plus grande prudence²⁸. De manière significative, le *Giorno*, quotidien contrôlé par l'entreprise, adopte un ton mesuré à l'égard des belligérants. Si la documentation consultée ne permet pas de savoir si l'ENI a exercé des pressions directes sur le gouvernement, il n'en reste pas moins que celui-ci a pris en considération l'avenir des intérêts pétroliers italiens au Moyen-Orient. Aussi, lorsque Cesare Rolli évoque les conséquences du conflit sur l'approvisionnement énergétique de l'Europe dans la revue *Esteri*, fait-il écho aux préoccupations de la Farnesina en soulignant que « la crise a démontré l'importance des rapports étroits qui lient et doivent continuer à lier l'Europe et les pays arabes »²⁹.
- 18 Le souci de ne pas s'aliéner les États arabes se manifeste en particulier au travers de l'engagement du gouvernement italien sur la question des réfugiés palestiniens ayant quitté la Cisjordanie ou la zone de Gaza désormais occupées par les Israéliens. Fanfani décide notamment d'affecter la somme de 200 millions de lire à l'aide d'urgence par le biais de la Croix-Rouge internationale³⁰. Afin que cette action trouve un prolongement, l'Italie propose aux six pays de la CEE d'envoyer des produits alimentaires, anticipant ainsi les programmes multilatéraux de soutien prévus par le Kennedy round³¹. Aldo Moro donne plus encore de résonance à l'implication de l'Italie dans le traitement de ce problème en déclarant à la tribune de l'assemblée générale de l'ONU qu'il est « non seulement humanitaire mais humain, social et politique » et qu'il « exige générosité, imagination et courage ».³²
- 19 La politique d'équidistance revendiquée par le gouvernement implique que l'Italie ne peut jouer pleinement la carte arabe comme sa voisine française, une exception dans le camp occidental. Au-delà du souci de ne pas lézarder l'alliance atlantique, l'Italie souhaite aussi maintenir avec Israël des relations qui se sont nettement améliorées depuis le milieu des années 1950 et la signature d'un traité d'amitié, de commerce, de navigation et de collaboration militaire³³. En vertu de ce dernier point du traité de 1954, l'Italie poursuit, certes de « manière très discrète », comme le remarquent les services français de renseignement³⁴, ses livraisons d'armes à l'État hébreu. Plus officiellement, le gouvernement italien ne dément pas son soutien à Israël et répète à de multiples reprises le droit de ce pays à exister et à défendre son territoire.
Une politique en débat
- 20 En Italie, la ligne définie par Fanfani et suivie par le gouvernement Moro est l'objet de vives discussions entre pro-arabes et pro-israéliens. Le ministre des Affaires étrangères est la cible des critiques qui lui reprochent, derrière un discours de neutralité et d'équilibre, de faire une part trop belle aux intérêts arabes. De fait, la prise en compte des intérêts israéliens répond très largement à des considérations de politique intérieure. Mais, cette orientation semble encore insuffisante à une large part de l'opinion et au sein des partis politiques tant dans l'opposition que dans la majorité.
Une opinion publique favorable à Israël

- 21 Dès la fin du mois de mai, l'opinion italienne interprète la demande de Nasser de retrait des casques bleus de la frontière israélo-égyptienne, dont la présence permettait à l'État juif de communiquer avec la Mer Rouge, puis son interdiction de l'entrée du golfe d'Akaba aux navires israéliens, comme un encerclement d'Israël « *menacée d'anéantissement* »³⁵. Le 28 mai, une veillée pour Israël rassemble une foule importante à Rome.
- 22 Lorsque le conflit se déclenche, Dominico Bartoli note dans les colonnes du *Corriere della Sera*, que « *en ces jours de crise, le gouvernement italien n'a pas interprété le sentiment national* »³⁶. Il est un fait que l'opinion publique italienne n'adopte pas une position aussi équilibrée que se veut celle du gouvernement. Comme dans la plupart des pays occidentaux, les Italiens prennent en majorité nettement le parti d'Israël³⁷. La création de multiples comités de solidarité vient traduire cet engagement tout comme l'organisation de multiples manifestations pro-israéliennes. Parmi celles-ci, le consulat de France à Turin souligne le retentissement du rassemblement devant la synagogue de la ville autour des principales personnalités locales. Aux côtés du recteur de l'université et du président de la province, le maire prend la parole et déclare : « *en prenant parti pour Israël, nous défendons la dignité de chaque homme contre le retour de la barbarie* »³⁸. L'édile patronne les initiatives de la Croix-Rouge italienne et de l'association des donneurs de sang en vue de recueillir du sang et du matériel médical destiné à Israël³⁹. Par ailleurs des fonds sont récoltés et des volontaires mobilisés. De son côté, la presse italienne, dans son ensemble, sans prendre trop ouvertement parti, ne cache guère ses sympathies à l'égard d'Israël considéré en état de légitime défense face à un Nasser dont on stigmatise les outrances⁴⁰.
- 23 Ce mouvement de sympathie trouve indiscutablement son socle dans le souvenir du sort tragique réservé aux juifs pendant la Seconde Guerre mondiale, épisode dans lequel l'Italie n'est pas dénuée de responsabilités, même si celles-ci ne font pas l'objet d'un examen de conscience public, ou encore dans l'association d'Israël aux valeurs occidentales, héritées d'un même fond culturel.
- Des partis politiques divisés
- 24 Nombreux sont les partis politiques à se faire les relais de l'opinion. La crise du Moyen-Orient devient alors un enjeu de premier plan dans la vie politique italienne, à un moment où la campagne électorale pour les élections régionales en Sicile a valeur de test, notamment en ce qui concerne les équilibres au sein de la coalition de centre gauche au pouvoir qui associe démocrates-chrétiens, socialistes, sociaux-démocrates et républicains.
- 25 Les libéraux, dans l'opposition, sont unanimement critiques à l'égard de la politique d'équidistance. Ils regrettent par la voix de leurs députés au sein de la commission des Affaires étrangères que « *le gouvernement n'ait pas accordé à Israël un soutien de solidarité univoque* »⁴¹.
- 26 Dans l'opposition de gauche cette fois, la guerre des Six jours brouille les cartes au sein du parti communiste, qui peine à adopter une position univoque, tiraillé entre l'alignement sur les positions de Moscou et la prise en compte de l'évolution des rapports de force au sein de la gauche italienne. Dans ces conditions, la direction du parti adopte tout d'abord une position prudente appelant l'Italie à « *déclarer sa pleine neutralité dans le conflit* »⁴². L'éditorialiste de *l'Unità*, Maurizio Ferrara, estime cependant « *positives* » les déclarations de Fanfani visant à un règlement rapide et pacifique entre Arabes et Israéliens⁴³. Ce soutien à la politique de conciliation du ministre des Affaires

étrangères, réitéré par les députés communistes à la Chambre, glisse progressivement vers une critique plus affirmée envers « *les prétentions à l'annexion et à l'expansion des dirigeants d'Israël* »⁴⁴. Le PCI associe, en outre, la question du Moyen-Orient à celle du Vietnam dans un même combat contre l'impérialisme. *L'Unità* est d'ailleurs le seul organe de presse transalpin à accueillir favorablement sur ce thème, le 21 juin, les déclarations du général de Gaulle⁴⁵ considérées comme « *identiques à l'interprétation des causes de la tension mondiale* » du parti⁴⁶. Face à ces prises de positions nettement pro-arabes, certains dirigeants du parti affirment pourtant dans des réunions privées ou des comices électoraux leur sympathie envers l'État hébreu. Pour l'ambassade de France à Rome, « *l'origine israelite de nombreux cadres du PCI peut expliquer partiellement cette contradiction* »⁴⁷. Mais les diplomates français y voient surtout de manière clairvoyante une conséquence de la rivalité électorale entre les partis de la gauche italienne. En effet, le parti communiste doit faire face, dans la perspective des élections régionales en Sicile, le 11 juin et à plus long terme des élections législatives d'avril 1968, à une érosion de ses forces au bénéfice du parti socialiste. Or, la formation de Pietro Nenni adopte sur la crise du Moyen-Orient une ligne plus en phase avec l'opinion publique italienne.

- 27 Dès la fin du mois de mai, le quotidien socialiste, *l'Avanti*, reproche aux communistes de « *ne pas condamner les manœuvres d'intimidation égyptiennes* » et qualifie la politique de Nasser d'« *attentat à la paix et d'outrage à la civilisation* »⁴⁸. Certes, les positions au sein de la gauche modérée, notamment dans les milieux intellectuels, ne sont pas exemptes de contradictions comme en témoigne la publication d'argumentations opposées dans la revue *Il Ponte*⁴⁹. Il n'en reste pas moins qu'entre la sensibilité à la question palestinienne d'une part et d'autre part la solidarité idéologique avec Israël ainsi que la confirmation de son ralliement à l'atlantisme, le parti socialiste opère un choix ferme et définitif. Aussi, un député socialiste n'hésite pas à exalter la victoire des troupes israéliennes sur le terrain à la chambre des députés⁵⁰.
- 28 Compte tenu de la participation des socialistes au gouvernement, une telle attitude n'est pas sans poser quelques difficultés au ministre des Affaires étrangères. La séance du Conseil des ministres, le 17 juin, alors qu'il s'agit de définir la position italienne à l'ONU, constitue l'illustration la plus frappante de ces dissonances⁵¹. Au cours des quatre heures de discussion, le vice-président du Conseil, Pietro Nenni, s'oppose vivement à Fanfani, au point que ce dernier quitte brutalement et précipitamment la séance⁵².
- 29 Les socialistes ne sont pas les seuls, au sein de la coalition gouvernementale de centre-gauche, à émettre des réserves sur la politique du ministre des Affaires étrangères. Si le ministre de la Justice républicain, Oronzo Real, apporte son soutien à Fanfani lors du Conseil du 17 juin, son parti met en exergue le rôle de rempart de la démocratie joué par Israël en Méditerranée⁵³. Plus embarrassant encore pour Fanfani, le président de la République, Giuseppe Saragat, le chef de file des sociaux-démocrates, désavoue à l'occasion d'un discours à Benevente, à mots à peine couverts, les orientations de sa politique qu'il considère comme trop neutraliste.
- 30 Les démocrates-chrétiens n'apportent pas plus de soutien unanime. Et, si le *Popolo*, l'organe du parti et les députés s'emploient à maintenir une unité, celle-ci est de façade. Ainsi, la jeunesse démocrate-chrétienne soutient ouvertement Israël, tout comme le syndicat catholique. Les initiatives individuelles de personnalités du parti se multiplient comme celle du maire de Turin évoquée plus haut. Au sein du parti, où

coexistent de nombreux courants structurés, les soutiens à la politique de Fanfani proviennent le plus souvent de l'aile gauche et des partisans du néo-atlantisme des années 1950, comme Giovanni Gronchi, l'ancien président de la République⁵⁴, ou encore le fidèle ami de Fanfani, Giorgio La Pira. Ce dernier, qui œuvre de longue date au rapprochement des peuples en Méditerranée notamment par le biais de l'organisation de grands colloques dans sa ville de Florence⁵⁵, encourage Fanfani sur la voie de la médiation au nom des valeurs chrétiennes et considère que Dieu a donné dans cette crise au ministre des Affaires étrangères « un mandat historique »⁵⁶. Plus prosaïquement, la politique de Fanfani peut compter sur le soutien du président du Conseil, Aldo Moro.

Conclusion

- 31 Quels enseignements tirer de la politique italienne et des débats qu'elle a suscité à l'occasion de la guerre des Six jours ?
- 32 À l'évidence, la politique d'équidistance est le résultat d'un compromis d'intérêts et de tensions divergentes qui structurent l'ensemble de la politique étrangère italienne et qui, à l'occasion de cette crise, émergent avec une grande acuité. L'équidistance ne satisfait pourtant quasiment personne. Selon que l'on soutienne une politique pro-arabe ou que l'on défende les intérêts israéliens et atlantiques, souvent conjugués, on estime qu'elle signifie l'ascendant de l'autre camp. Au-delà des ambiguïtés de la coalition de centre-gauche que révèle cette crise sur le plan intérieur⁵⁷, elle démontre à l'extérieur la faible influence de l'Italie dans le règlement des grands conflits et ce, même en Méditerranée où elle prétend jouer un rôle de premier plan, ce que les Français, toujours prêts à dévaloriser leur voisine transalpine, ne manquent pas de relever.⁵⁸ Il est vrai que l'Italie ne joue quasiment aucun rôle dans l'élaboration de la résolution 242 de l'ONU adoptée en novembre 1967 en vue de régler le conflit. Il est vrai aussi que les deux grandes puissances renforcent leur influence, ce que cherchait à éviter l'Italie.
- 33 En dépit des tumultes causés par la crise au Moyen-Orient, l'Italie – grâce à la persévérance de Fanfani – parvient à maintenir une politique de coopération avec les pays arabes afin de défendre ses intérêts, notamment dans le domaine économique. Le refus de L'ENI de signer un contrat avec Israël pour l'exploitation du Sinaï est de ce point de vue significatif⁵⁹. À la suite de la crise, le gouvernement multiplie en outre les initiatives visant à défendre le prestige de l'Italie auprès des pays arabes. Cette orientation est favorisée, en un certain sens, par l'intransigeance d'Israël qui conduit ses plus fervents partisans en Italie à modérer leur soutien dans les mois qui suivent le conflit.
- 34 L'unanimité semble donc se faire autour de l'idée selon laquelle l'Italie ne peut être un acteur de premier plan de la géopolitique méditerranéenne que si elle maintient des liens solides avec les pays arabes et que c'est ainsi qu'elle se donnera à voir comme une puissance. Cette politique s'inscrit cependant dans un système triangulaire au sein duquel les États-Unis, dont la sécurité de l'Italie dépend très largement, exercent une influence déterminante. Entre l'Orient et l'Occident, la diplomatie italienne ne parvient cependant que rarement à éviter le dilemme comme l'a révélé une fois encore la guerre des Six jours.

NOTES

1. - Pour une vue d'ensemble de cet événement et de ses implications internationales voir notamment P. Hazan, *La Guerre des Six jours. La victoire empoisonnée*, Bruxelles, Complexes, 1989 et H. Laurens, *Le grand jeu. Orient arabe et rivalités internationales depuis 1945*, Paris, A. Colin, 1991.
2. - Voir A. Brogi, *L'Italia e l'egemonia americana nel Mediterraneo*, Firenze, Nuova Italia, 1996 ; G. Calchi Novati, *Mediterraneo e questione araba nella politica estera italiana*, in F. Barbagallo (a cura di), *Storia dell'Italia repubblicana*, vol.II, t.1, Torino, 1995, p. 197-263 et M. de Leonardis (a cura di), *Il Mediterraneo nella politica estera italiana del secondo dopoguerra*, Bologna, Il Mulino, 2003.
3. - I. Tremolada, *All'Ombria degli Arabi. Le relazioni italo-israeliane 1948-1956. Dalla fondazione dello stato Ebraico alla crisi de Suez*, Milano, M & B Publishing, 2003.
4. - Cf. H. Carrère d'Encausse, *La Politique soviétique au Moyen-Orient 1955-1975*, Paris, FNSP, 1975.
5. - Cf. G. Valdevit, *Gli Stati Uniti e il Mediterraneo*, Milano, Angeli, 1992.
6. - Camera dei deputati, *La IV^e legislatura della Repubblica. La legislazione italiana dal 29 april 1963 al 19 maggio 1968*, vol. II, p. 2544.
7. - « Il ministro Fanfani al Parlamento. L'atteggiamento dell'Italia di fronte alla crisi internazionale », *Relazioni internazionali*, 27 maggio 1967, p. 522-523.
8. - L.V. Ferraris (a cura di), *Manuale della politica estera italiana 1947-1993*, Roma, Laterza, 1996, p. 168.
9. - « Problemi du pace nel medio oriente », *Esteri*, n°11, 15-30 giugno 1967, p. 1-2.
10. - Archivio centrale dello Stato, Presidenza del consiglio dei Ministri, verbali del Consiglio di ministri, busta 77 : verbale della riunione del consiglio dei ministri del 17 giugno 1967.
11. - *Il Messaggero*, 20 giugno, 1967.
12. - G. Calchi Novati, *op. cit.*, p. 233.
13. - S. Romano, *Guida alla politica estera italiana*, Milano, Rizzoli, 1993, p. 115.
14. - *Foreign Relations of United States*, 1964-1968, vol. XII , p. 275.
15. - *Esteri*, n°12, 30 giugno-15 luglio 1967, p. 4.
16. - Voir B. Bagnato, « Il Mediterraneo è un golfo atlantico? », *Les problèmes d'une double identité dans l'Italie des années Cinquante*, in A. Varsori - M. Petricoli (eds.), *The Seas as Europe's External Borders*, London, Lothian Foundation Press, 1996.
17. - Voir S. Mourlane, *Une certaine idée de l'Italie. Attitudes et politique françaises 1958-1969*, Thèse d'histoire, Université de Nice, 2002, (ex. dactyl.).
18. - Archives du ministère des Affaires étrangères (AMAE), Europe, Italie 1961-1970, vol. 387 : télégramme n°1213-1215, Rome, 5 juillet 1967.
19. - *Messaggero*, 30 maggio 1967.
20. - *Foreign Relations of United States*, 1964-1968, vol. XII , p. 276.
21. - Voir M. Mendes, *Le Vatican et Israël*, Paris, Le cerf, 1990.
22. - S. Romano, *op. cit.*, p. 116.
23. - AMAE, Europe, Italie 1961-1970, vol. 387 : télégramme n°1266-1268, Rome, 13 juillet 1966.
24. - *Corriere della Sera*, 7 giugno 1967.

25. - AMAE, Europe, Italie 1961-1970, vol. 387 : télégramme 1250-1251, Rome, 13 juin 1967.
26. - Voir N. Perrone, « Politica estera dell'ENI et neutralismo italiano », *Rivista di Storia contemporanea*, 5-6, 1981, p. 616-629.
27. - J. Carroll, « ENI : Twenty years a Pioneer in the Middle East », *Middle East Economic Digest*, december 1975, p. 23-28.
28. - Archives de l'ENI, Direzione estera, busta 22 : « Esame della situazione nel medio oriente dopo la conferenza araba al vertice svoltasi a Khartum », Beirut, 6 settembre 1967.
29. - C. Rolli, « Fondato sul petrolio l'equilibrio arabo-europeo », *Esteri*, n°15, 15-31 agosto 1967, p. 15.
30. - AMAE, Europe, Italie 1961-1970, vol. 387 : télégramme n°1272-1282, Rome, 15 juin 1967.
31. - *Esteri*, n°11, 15-30 giugno 1967, p. 1.
32. - Cité in G. Formigoni « Democrazia cristiana e mondo cattolico dal neoatlantismo alla distensione » in A. Giovagnoli, L. Tosi (a cura di), *Un Ponte sull'Atlantico. L'alleanza occidentale 1949-1999*, Milano, Guerini, 2003, p. 165.
33. - I. Tremolada, *op. cit.*, p. 172 sq.
34. - AMAE, Europe, Italie 1961-1970, vol. 387 : note de l'attaché de l'air à Rome, n°833/air/4/CD, 19 juin 1967.
35. - M. Toscano, *Ebraismo e antisemitismo in Italia dal 1848 alla guerra dei sei giorni*, Milano, Franco Angeli, 2003, p. 294.
36. - *Corriere della Sera*, 8 giugno 1967.
37. - P. Hazan, *op. cit.*, p. 75-93.
38. - AMAE, Europe, Italie 1961-1970, vol. 387 : dépêche n°243/EU, Turin, 1^{er} juin 1967.
39. - AMAE, Europe, Italie 1961-1970, vol. 387 : télégramme n°1213-1215, Turin, 8 juin 1967.
40. - G. Rovera, *Giornali, pubblica opinione, medio oriente*, Venezia, Marsilio editori, 1978, p. 25-61.
41. - Camera dei deputati, *op.cit.*, p. 2545.
42. - *L'Unità*, 6 giugno 1967.
43. - Idem.
44. - *L'Unità*, 15 giugno 1967.
45. - Cf. M. Vaïsse, *La Grandeur. Politique étrangère du général de Gaulle 1958-1969*, Paris, Fayard, 1998, p. 628.
46. - *L'Unità*, 22 giugno 1967.
47. - AMAE, Europe, Italie 1961-1970, vol. 387 : télégramme n°1228-1231, Rome, 6 juin 1967.
48. - *L'Avanti*, 25 maggio 1967.
49. - A. Donno, « La politica americana et il ruolo di Israel nel Medio Oriente nel giudizio della sinistra italiana : il caso de *Il Ponte* (1945-1985) », *Clio. Rivista trimestriale di studi storici*, 2, 1990, p. 279-299.
50. - Camera dei deputati, *op.cit.*, p. 2545.
51. - Archivio centrale dello Stato, Presidenza del consiglio dei Ministri, verbali del Consiglio dei Ministri, busta 77 : verbale della riunione del consiglio dei ministri del 17 giugno 1967.
52. - *La Stampa*, 18 giugno 1967.

53. - L.V. Ferraris (a cura di), *op. cit.*, p. 170.
54. - Cf. G. Merli, *Giovanni Gronchi. Contributo ad una biografia politica*, Pisa, Giardini, 1987.
55. - Cf. S. Mourlane, « Malaise dans les relations franco-italiennes : le premier colloque méditerranéen de Florence (3-6 octobre 1958) », *Mélanges de l'École française de Rome. Italie et Méditerranée*, 113-1, 2001, p. 425-449.
56. - *Caro Giorgio... Caro Amintore. 25 anni di storia nel carteggio La Pira-Fanfani*, Firenze, Edizione Polistampa, p. 314-319.
57. - S. Romano, *op. cit.*, p. 122.
58. - AMAE, Europe, Italie 1961-1970, vol. 387 : dépêche n° 512/EU, « L'Italie et le conflit du Proche-Orient », Rome, 29 avril 1969.
59. - Archives de l'ENI, serie Segretaria, busta 49 : « rapporti tra ENI e Israel a seguito della guerra dei giorni condotta dallo stato ebraico contro l'Egitto 6/11/1967-11/01/1968 ».

RÉSUMÉS

Lorsque la Guerre des Six jours se déclenche en juin 1967, l'Italie manifeste sa confiance dans l'ONU pour le règlement du conflit tout en adoptant une politique d'équidistance entre les belligérants. Cette politique est imposée par le respect d'une double exigence : la solidarité atlantique avec les Etats-Unis qui soutiennent Israël et la préservation des relations développées avec les pays arabes, en particulier dans le domaine économique. La ligne défendue et imposée par le ministre des Affaires étrangères, Fanfani, se heurte toutefois à de nombreuses critiques dans l'opinion publique et les partis politiques. Le soutien à Israël emporte en effet une large adhésion au sein même de la coalition gouvernementale de centre-gauche, parmi les démocrates-chrétiens et surtout les socialistes. De fait, la Guerre des Six jours révèle le difficile compromis que représente la politique italienne en Méditerranée.

During the Six-day War, in June 1967, Italy seems confident that the UN would be able to settle the conflict and chooses to adopt a policy of "equidistance". This policy is imposed by the respect of a double requirement : Atlantic solidarity with the United States - which supports Israel - and preservation of the relationships developed with the Arab states, particularly in the economic field. Nevertheless, the position defended and imposed by the Minister of Foreign affairs, Fanfani, has been contested by public opinion and some political parties. Among the governmental coalition, some christians democrats and the socialists support Israël. Actually, the Six-day War reveals the difficult compromise of italian policy in the Mediterranean sea.

INDEX

Mots-clés : Italie, Guerre des Six jours, politique étrangère, pays arabes, Israël

AUTEUR

STÉPHANE MOURLANE

CMMC-Université de Nice